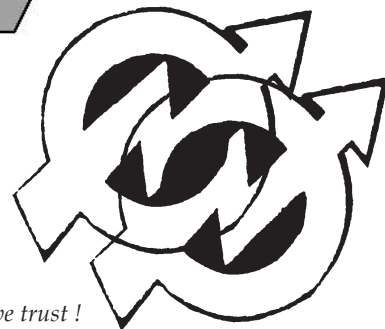


T'OKUP!



Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 36 (mars 2003)

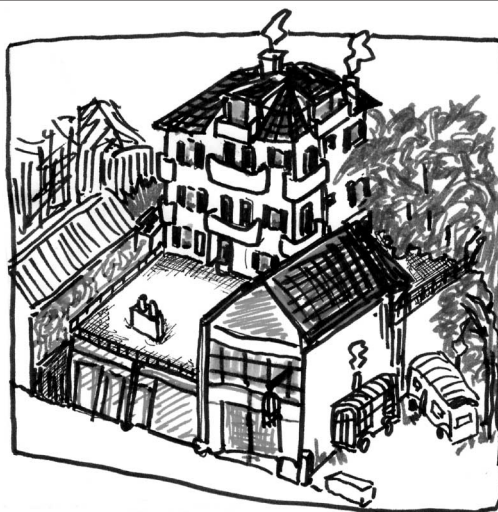
In Intersquat we trust !

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net.

Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Inscris-toi sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

DESCENTE DE POLICE AU SQUAT TIVOLI (19.02.03)



Ce matin, une descente de police a eu lieu au Squat de Tivoli 42bis. Les forces de l'ordre ont pris les identités des habitant-e-s et leur ont porté un mandat de comparution chez le juge d'instruction. Le propriétaire, la bien connue BCV, a en effet porté plainte pour violation de domicile.

Cet outrage porte à quatre le nombre de réveils policiers en quelques mois dans les squats lausannois. Une fois encore, Intersquat ne peut que condamner ces pratiques.

Alors que Lausanne et environs nagent en pleine crise du logement, la justice se fait complice de propriétaires hurlant au vol lorsque des personnes rendent à leurs maisons vides leur fonction première, l'habitat.

Ainsi, pour la COOP et la Commune de Pully, un parking de 20 places vaut mieux qu'une maison habitée. La Commune de Prilly rêve d'un escalier, dont le financement n'est pas décidé, au lieu d'une dizaine de jeunes. Au Squat de la Cité, l'ECA s'obstine dans ses projets mégalomanes et controversés, au mépris de l'opinion des habitant-e-s du quartier.

Maintenant, c'est au tour de la BCV de vouloir mettre à la rue les habitant-e-s de Tivoli 42b, qui occupent cette maison depuis trois ans. La BCV, qui l'a laissée à l'abandon depuis 89, n'a pourtant toujours aucun projet concernant cette parcelle.

Quel est le rôle d'un habitat ? Loger des gens ou faire du profit ? La réponse varie apparemment selon que l'on soit squatters, locataires ou propriétaires immobiliers !

Dès lors nous demandons aux autorités d'arrêter de se faire complices des rapaces de l'immobilier ou de cesser de prétendre se préoccuper de la crise du logement par opportunisme électoral !!

**Une grande poutze pré-G8 aurait-elle commencé ?
La BCV aide à l'essorage du canton,
Les autorités prêtent la machine !**

Procès Street Party II

Communiqué de presse
de l'Espace Autogéré à propos du
procès du 17 et 18 février 03

Le 17 et 18 février 2003, plusieurs personnes vont passer devant la justice suite à la Street Party numéro 2 qui s'est déroulée le 3 juin 2000 à Lausanne. Ce carnaval anti-profit, appelé par le collectif "Reclaim the Street" de Lausanne voulait dénoncer la dictature du profit et sauvegarder des espaces de vie et de culture alternatives au centre ville.

A cette époque, plusieurs lieux et associations comme le Lunatic, Beau-Séjour, Ciné-clap et l'ancien Espace Autogéré de Prélaz étaient menacés ou dans une situation précaire. Les tracts appelant à la manif encourageaient les gens à descendre dans la rue et à amener leur "bonne humeur et révolte". Cet événement a réuni plus de 300 personnes et s'est déroulé en couleurs et en musique avec jonglerie et performances, dans le calme et la bonne humeur malgré le déploiement d'un cordon de policiers anti-émeutes qui a bloqué la manifestation sur le Grand Pont.

Devant le tribunal, les accusé-e-s devront répondre des inculpations d'émeute, entrave au fonctionnement des services d'intérêt général et violences contre agents.

La police et la presse ont criminalisé la Street Party en la qualifiant de "partie de casse". En réalité, seul le cache du néon d'un abri bus a été endommagé. On parle également de policiers blessés. Des altercations ont effectivement eu lieu lorsque la police, après avoir déployé des anti-émeute, a tenté d'arrêter des manifestantEs isolé-e-s. La police a alors fait usage de spray au poivre, face à quoi quelques projectiles ont été lancés.

INTERSQUAT



...suite en page 2 ►►►

Pour ce qui est de l'entrave au fonctionnement des service d'intérêt général, encore une fois, les Transports Publics (sic) de la région Lausannoise (TL) nous font aimer la répression. La direction de la boîte se sent investie d'une mission morale et, confondant leur mission se prend pour l'impératrice du sol public, et conditionne ainsi à son approbation toute manifestation sur son domaine. Déjà champions en surveillance - de ses usager et usagères tout comme de ses employé-e-s - les TL se construisent la solide réputation de devenir des auxiliaires de la police (cf. le procès dit du "23 septembre 01"), en posant systématiquement plainte lorsque un groupe de personnes décide d'exercer spontanément ce que nous croyons être un droit démocratique et en appelant la police lorsqu'un-e resquilleur/ resquilleuse se fait attraper et n'a pas de papiers (*).

Par contre, tout le long de la manifestation, des affiches revendicatives ont été apposées et la moitié de la place des banques qu'est St-François a été coloriée dans un élan artistique collectif. Les actions sont restées de l'ordre du symbolique et ont visé des cibles très précises : le MacDo, l'UBS et les panneaux publicitaires du monopole SGA. Que représentent quelques inscriptions sur la chaussée et un peu de peinture rose sur la façade de l'UBS face aux dégâts écologiques et sociaux du capitalisme ?

Pour avoir défilé en musique et colorié du béton des personnes vont donc se retrouver devant le tribunal à répondre d'accusations extrêmement graves. Nous ne pouvons que



constater encore une fois la disproportion de traitement (injustices de la vie?) avec des Hauts Irresponsables lesquels, pour du pognon, entreprennent toutes sortes de business sans se soucier des conséquences, car conscients que derrière eux il y a un système prêt à les blanchir - et si parfois il arrive que ce système les condamne ce n'est que pour se blanchir lui-même.

La répression des milieux alternatifs à Lausanne n'a rien de nouveau, le processus semble désormais bien rodé - rappelons-nous du mouvement de *Lôzane Bouge*. Or, depuis désormais plusieurs années, les inculpations ont recommencé à pleuvoir et les procès s'accumulent pour les franges de population qui ne se satisfont pas du monde sexiste, raciste et capitaliste dans lequel ils/elles vivent et ils/elles expriment leur envie de changer et leur colère par des formes d'action directe ou de manifestation publique.

En plus, pour certains des inculpé-e-s, la police de Lausanne a utilisé, une fois de plus, l'identification visuelle. Les derniers procès en date impliquant les milieux alternatifs lausannois (procès pour le manif du 23 septembre 2001, procès contre les sympathisant-e-s du squat de la Cité) ont déjà démontré que cette méthode est au mieux inexacte et, au pire proche du fichage.

Ceci laisse paraître la volonté claire, comme une stratégie, des autorités et des forces de l'ordre de criminaliser ces milieux, d'isoler les mouvements en attaquant systématiquement les sympathisant-e-s. Cela est confirmé également par l'inculpation de quelques personnes qui ont déclaré avoir aidé des personnes sans-papiers... il y a suffisamment d'éléments pour nous faire craindre un durcissement de cette spirale pour la suite.

Après les manifestations de Davos et de Berne et en vue du sommet du G8 de cet été, les politiciens, aidés par une presse complice, répandent la paranoïa sécuritaire par la diabolisation des mouvements anti-capitaliste et anti-globalisation. La répression de ces milieux ici à Lausanne fait partie intégrale de cet air du temps.

Nous ne nous laisserons pas faire, contre la répression, la solidarité est une arme!
Nous exigeons le retrait des plaintes liés à la Street Party du 3 juin 2000 car elles sont démesurées et...
Pour la liberté de manifester...

Arrêt de la criminalisation du mouvement global Davos, G8 etc...

Lausanne, le 12 février 2003

(*) Correctif:

Contrairement à ce qui est écrit dans le communiqué de presse, les TL n'ont pas déposé plainte dans cette affaire. L'inculpation d'entrave au fonctionnement des services d'intérêt général se poursuit d'office, et c'est donc sur simple dénonciation de la police que cette infraction a été jugée.

Procès Street Party II Manifestant·e·s condamné·e·s

Vendredi 21 février, le tribunal de police de Lausanne a rendu le jugement à l'encontre des personnes inculpées pour participation à la Street Party II. L'inculpation d'entrave au fonctionnement des services d'intérêt général, poursuivie d'office, n'a pas été retenue. En effet, pour qu'une telle infraction soit reconnue, il faut qu'elle affecte l'entier d'un service d'exploitation, ou du moins qu'elle soit d'une certaine gravité, c'est à dire qu'elle dure plus d'une heure et demie. La juge Fabarez a également retenu le fait qu'aucune des personnes accusées n'était partie prenante à l'organisation de cette manifestation.

L'inculpation d'émeute a, elle, été retenue. Est considéré comme émeute, tout rassemblement dans lequel sont commis des dégâts ou des violences de groupe. Dès lors, même si l'on a rien fait, le seul fait d'être dans la manifestation est suffisant pour que soit retenue l'inculpation pour émeute.

Le troisième chef d'inculpation, dommage à la propriété, est relatif à la peinture ayant décoré la chaussée et les murs d'une banque. Après négociation, la juge a demandé aux 14 inculpé-e-s de se partager le montant des nettoyages, s'élevant en tout à environ 20'000 francs.



Au final, les personnes inculpées ont été condamnées à 5 jours de prison avec sursis pendant deux ans. Toutes les personnes ayant été reconnues comme ayant fait de la peinture ont vu leur peine alourdie à 10 jours avec sursis. Les frais de justice ont été répartis entre les inculpé-e-s, s'ajoutant aux frais de dédommagement des plaignants, soit une somme de 1500 à 2500 francs par personne au total.

LA TV RELATE LA MANIF ANTI-WEF

Une journaliste qu'on adore...!

Eh bien voilà le journal de 19h30 du 25.01.03. Nous sommes en direct avec Mathilda, et bien, que se passe-t-il à Davos et à Landquart?

- Mon cher Gaston, je suis horrifiée, des militant-e-s ont refusé de répondre à mes questions, et ensuite, ils ont bousculé mon cameraman, puis ils ont saisi la caméra, et ils ont détruit ma bande. Je trouve tout cela injuste, et ensuite ils nous ont insulté... Ils se disent anti-... , mais ils ne peuvent quand même pas être anti pour tout... non? Et puis...

Vive l'information pendant plus de 2mn18, nous avons beaucoup appris de la non-manifestation et de notre enfermement dans une cage, Mathilda. Merci!

Le squat de la Cité menacé d'expulsion

L'Établissement Cantonal d'Assurance (ECA), qui entre autres magouilles a obtenu la maison de la rue Vuillermet 2 pour 1 franc, a envoyé le 7 février 2003 une lettre aux occupantEs, les sommant de partir le 14 à 9h00, soit UN DÉLAI D'UNE SEMAINE SEULEMENT !



Fidèle à son arrogance habituelle, l'ECA dit que nous n'avons pas respecté notre engagement de partir au début des travaux, que ceux-ci auraient dû commencer le 27 janvier, et pourtant...

• L'ECA a toujours refusé toute négociation, notre revendication de rester jusqu'au début des travaux n'a donc jamais réellement abouti à un accord.

• L'ECA a toujours refusé toute négociation, notre revendication de rester jusqu'au début Le seul engagement qui ait été pris est celui de l'ECA qui, en juin 2001 nous promettait de nous tenir au courant du calendrier des travaux. Aucun courrier ne nous a été adressé depuis !

• La juge Fabarez a demandé des négociations lors du procès des sympathisantEs le 14 janvier 2003 en échange du retrait des plaintes. Nous avons alors directement proposé, par écrit, à l'ECA de nous donner le calendrier des travaux, tout en demandant le retrait des plaintes. L'ECA est resté silencieux jusqu'à cet ordre brutal d'évacuation.

Pour l'ECA, négocier = expulser

Devant le délai ridicule qui nous est laissé, menaçant de nous mettre à la rue EN PLEIN HIVER ET EN PLEINE CRISE DU LOGEMENT, nous n'avons d'autre choix que la résistance.

À suivre !



Collectif d'habitation La Cité Enchantée,
10 février 2003

Dernières nouvelles de la Cité (26.02.03)

Des cartes postales sérigraphiées de soutien ont été distribuées aux voisin-e-s, qui ont été invité-e-s à les envoyer à l'ECA. Une intervention a été faite au conseil communal et au grand conseil.



Le 14 février, jour de l'ultimatum, une trentaine de squelettes ont occupé les bureaux de l'ECA situé dans le quartier de la Cité (photo). Les articles de presse qui s'en sont suivis ont encore une fois montré le refus de toute négociation de la part de l'ECA.

Pour l'instant la situation est au status quo: l'ECA refuse de répondre aux courriers et engage de nouvelles démarches juridiques pour expulser la maison; les sympathisant-e-s inculpé-e-s sont toujours pris-e-s en otage dans une affaire qui n'est

pas la leur (T'Okup! n° 34). De son côté, la ville déclare qu'elle n'enverra pas la police sans ordre d'un-e juge, mais cela n'est qu'à moitié rassurant, puisque l'ECA avait déjà fait expulser une fois la maison dans le dos de la Municipalité et du chef de la police.

Souvenir du squat de l'Union à Prilly

Située à l'entrée de Prilly, l'ancienne auberge de l'Union, propriété de la commune, est vide depuis le 25 février, après un mémorable concert d'adieu.

Elle doit être démolie sur ordre du juge pour laisser la place à un escalier (!) - voir T'Okup! n°32 - dont le crédit n'a pas encore été accepté par la municipalité. No comment...



On a reçu:

8 RAISONS pour lesquelles les Capitalistes veulent vendre des déodorants - Crimethinc

1. Les odeurs corporelles sont érotiques et sexuelles. Les Capitalistes détestent cela car ils sont impuissants et opposés à toute manifestation de sensualité et de sexualité. Les personnes éveillées sexuellement sont potentiellement dangereuses pour les capitalistes et leur système rigide asexué. (*)

2. Les odeurs corporelles nous rappellent que nous sommes des animaux. Les Capitalistes ne veulent pas nous donner l'occasion de s'en souvenir. Les animaux sont sales. Ils bouffent tout ce qui traîne par terre, pas ce qui est sous cellophane. Ils sont ouvertement sexuels. Ils ne s'habillent pas en costard-cravate, et ne se font pas couper les cheveux.

3. Les odeurs corporelles sont uniques. Chaque individu e a sa propre odeur corporelle. Les Capitalistes détestent l'individualité. Il y a des millions d'odeurs corporelles mais seulement quelques parfums de déodorants. Les Capitalistes adorent cela.

4. Certains déodorants sont néfastes pour la santé. Les Capitalistes aiment cela car ils sont toujours à la recherche de nouvelles maladies à soigner. Les Capitalistes adorent inventer de nouveaux remèdes. Les médicaments sont source de profits et de reconnaissance pour eux. Ils sont aussi la cause de nouvelles maladies pour lesquelles il faudra trouver un remède.

5. Les déodorants vous coûtent de l'argent. Les Capitalistes apprécient particulièrement.

6. Les déodorants masquent les dommages que les Capitalistes causent à votre corps. Manger de la viande et de la nourriture bourrée de produits chimiques vous rend malades. Porter des collants vous indispose. Les Capitalistes veulent que vous continuiez à manger de la viande et à porter des collants.

7. Les utilisateurs de déodorants sont peu sûrs d'eux-mêmes. Les Capitalistes adorent les personnes peu sûres d'elles-mêmes. Elles ne risquent pas de se rebeller. Mieux, elles consomment aussi du désodorisant, de la laque, du maquillage, des magazines diététiques.

8. Les déodorants sont inutiles. Les Capitalistes en sont très fiers. Ils célèbrent leur réussite en décernant régulièrement des prix aux meilleurs d'entre eux.

(*) Au contraire, le sexisme omniprésent repose sur un système patriarcal très genré et hétérosexué. Quant aux capitalistes, ils ne s'opposent pas du tout aux manifestations de sexualité, ils en font plutôt un gigantesque marché (prostitution, esclavage sexuel,...), et utilisent justement ce registre pour vendre, par exemple, des parfums... (ndlr)

TCPA/Palladium, des techniques liberticides

Nous sommes en 2010, vous possédez un ordinateur acheté voilà 5 ans. Vous savez que votre machine possède la puce Fritz, du nom d'un sénateur américain du début du siècle. Vous achetez on-line un cd musical. Il est tellement bien que vous avez envie de le faire écouter à une amie. Vous le copiez sur un cd-rom, et vous l'offrez. Mais votre amie vous apprend qu'elle ne peut pas le lire.

(-) Vous êtes un militant anti-capitaliste. Le prochain sommet du NCE (Nouveaux Capitalistes Exploiteurs) se déroulera dans votre région. Malheureusement, 4 mois avant ce sommet, vous n'arrivez plus à envoyer des mails, à écrire des documents ou à publier des journaux si vous utilisez le mot anti-capitaliste, NCE ou détruire. Vous voulez vous renseigner sur le programme du NCE depuis leur site internet, mais vous n'y avez pas accès, et vous ne pouvez plus ouvrir aucun document qu'ils ont écrits. (-)

Vous vous souvenez tout à coup que voilà environ 7 ans, en 2003, des grandes firmes informatiques vous avaient assuré un monde informatique sans plus aucun virus, sans bug, sécurisé... oui, sécurisé! Et vous avez acheté leurs produits, que vous ne pouviez plus pirater, d'ailleurs. Des gens autour de vous ont voulu utiliser des logiciels libres, sous licence GNU (Licence publique générale), des logiciels que tout le monde pouvait utiliser et modifier librement, comme GNU/Linux, mais cela leur a été impossible. Vous vous rappelez des mots des grosses firmes: TCPA/Palladium, "informatique de confiance" (litt. Trusted Computing Platform Alliance)...

Revenons en février 2003. Voilà les quelques conséquences imaginables d'un projet des grosses firmes d'informatiques actuelles. La technologie TCPA insérée dans le microprocesseur, qui contrôlera tout ce qui fonctionnera sur votre ordinateur, est déjà intégrée dans certains ordinateurs depuis mai 2002. Palladium est un logiciel, aussi déjà intégré en partie dans le dernier système d'exploitation de Microsoft. Ils disent assurer la gestion totale de votre ordinateur, pour votre sécurité! Mais cela va plus loin: avec TCPA/Palladium, vous n'avez plus aucun droit sur votre ordinateur: chaque fois que vous l'allumez, il se connecte d'abord à une autre machine qui lui donne la permission de s'allumer, d'utiliser tel logiciel ou non, et d'ouvrir tel fichier, cd musical ou dvd. Cette autre machine est aux mains d'un seul consortium de firmes. Il contrôle tout votre ordinateur, peut y percevoir n'importe quelle information, sous mandat ou non. Pour votre sécurité!

TCPA/Palladium sont des technologies liberticides et de surveillance totale. Des sites internet vous renseigneront:

www.lebars.org/sec/tcpa-faq.fr.html

www.cnil.fr

www.artlibre.org.

EN BREF...

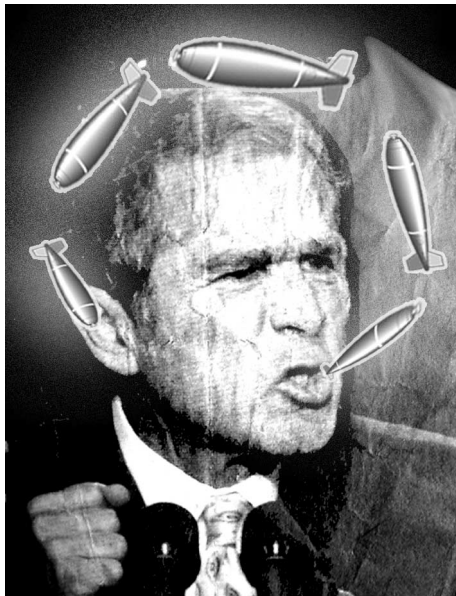
Guerre à la guerre!

Partout dans le monde, des manifs populaires d'une ampleur sans précédent. Des ports et des trains bloqués. Des mobilisations "citoyennes". 40'000 personnes sur la place fédérale à Berne par un temps glacial. Et alors???

W. s'en contre-balance. Pendant ce temps, des soi-disant pacifistes sont prêts à frapper des manifestant-e-s qui écrivent leur *non à la guerre* contre une façade. C'est ça le citoyenisme: tous dans le même bateau, celui des oppresseurs.

Se déclarer contre la guerre comme le parti socialiste suisse (ou Chirac), c'est bien, mais si c'est pour en même temps prôner la répression ici... (remember of Landquart). Même avec l'aval de l'ONU, cette guerre n'a d'autres raisons que de nourrir les ambitions de W. et ses faucons (mais qui sont de vrais cons).

The only war we will fight is CLASS WAR.



Solidarité féministe du PSV

Bravo au parti socialiste vaudois qui organise son congrès le 8 mars (journée internationale des femmes), avec comme invitée de marque... Christiane Brunner (!). Z'osent plus la montrer en public.

Devinette

Quelle faute d'orthographe a perduré pendant 36 numéros du T'Okup! ?

Réponse:

Dans le sous-titre, "interstitiel" au lieu de "interstitiel". Comme quoi, il n'est jamais trop tard pour combler certaines lacunes...



Indymedia est un collectif d'activistes qui vise à produire une autre information que celle diffusée par les mass-médias.

Faites vivre Indymedia suisse romande! Informez-vous on-line et publiez vos propres textes, photos, et communiqués!

[Http://ch.indymedia.org/fr](http://ch.indymedia.org/fr)

LECTURE

L'ENVOLEE

Journal sur et contre les prisons. Dossiers, articles, communiqués, lettres de détenu-e-s, sur la sécurité, le contrôle social, les conditions de détention, les exactions, les lois anti-terroristes, etc.

Dernier n° en date: #8, janvier 2003.

L'Envolée, 63, rue St-Mandé, F-93100 Montreuil

Allez aussi faire un tour sur leur page web (<http://journalenvolee.free.fr>).

On y trouve un appel pour une coordination européenne anti-répressive et anti-carcérale, ainsi qu'un appel à l'occupation d'un chantier de construction d'une nouvelle prison.

AGENDA

SAMEDI 1^{er} MARS

Promenade antifasciste

20h30, Heiliggeistkirche, Berne
www.buendnis-gegen-rechts.ch

MERCREDI 5 MARS

20h Espace autogéré
Assemblée de mobilisation pour Evian

VENDREDI 7 MARS

Documentaire "Filmer le désir, Voyage à travers le cinéma des femmes" + "Marchons, avançons", documentaire sur la marche mondiale des femmes en 2000 en Suisse. De 18h30 à 21h au cinéma de Bellevaux

SAMEDI 8 MARS

Journée internationale des femmes

Des droits pour les femmes migrantes!

11h Manif, *place de la Louve*
14h Témoignages et table-ronde, *Pôle Sud (J.-J. Mercier 3)*
19h bouffe, actualité sur la lutte des femmes aux Chiapas + film "Artisanas de l'autonomie", puis Dj.
Espace autogéré, org. Ya Basta!

MERCREDI 12 MARS

21h Concert: *Espace autogéré*
SABOT (duo basse batterie, US/CZ)

SAMEDI 15 MARS

Manif: Des Droits pas des barrières

Droits égaux pour tous les êtres humains vivant en Suisse, indépendamment de leur de leur origine et de leur sexe
13H30 Kornhausplatz, Berne

JEUDI 20 MARS

Assemblée des gymnasiens-nes contre le G8
16h30 Tir Groupé

VENDREDI 21 MARS

CABARET rites printaniers

Trashland village, Tivoli 42b, Lôzane

WEEK-END du 11-13 AVRIL

Viva vegan! Ateliers, bouffes, conférences, expo interactive et concerts sur l'alimentation, l'exploitation animale, etc.
Espace autogéré

www.squat.net/ea (Agenda)



Un manchot non-impérial